



Cohérence ou co-errance?

Depuis 2012, l'école neuchâteloise vit dans une structure régionalisée, après avoir été pendant des décennies gérée au niveau communal par des commissions scolaires de milice. Les syndicats intercommunaux responsables jusque-là des écoles secondaires ont repris le flambeau de la gestion de l'ensemble de l'école obligatoire. Comment ce système évolue-t-il? Perdurerait-il encore longtemps? Quels sont les besoins de la société d'aujourd'hui, et de celle de demain?

En gros, ce système est basé sur deux piliers. D'un côté, les cercles scolaires intercommunaux pour gérer la partie organisationnelle, les bâtiments, la gestion du personnel et la vie scolaire avec ses spécificités régionales. De l'autre, le département de l'éducation pour piloter le volet pédagogique et assurer une égalité des chances pour tou-ttes les élèves du canton. Ce système présente certains avantages. La proximité permet une plus grande adéquation aux besoins spécifiques du terrain et aux coutumes locales. La dynamique locale est diversifiée, la structure sociale de la population aussi, et des initiatives intéressantes voient le jour un peu partout. Ces bonnes pratiques pourraient d'ailleurs être mieux valorisées et, parfois même, généralisées. Toutefois, des blocages politiques se produisent parfois. Ils se traduisent très concrètement par le délabrement avancé de certains collèges (Les Parcs à Neuchâtel), ou

par le manque de salles de gymnastiques ou de piscines (à la Côte). Des projets de constructions traînent dans les tiroirs depuis plus de 30 ans maintenant (à Peseux). Pour d'obscures raisons financières, on a sacrifié le bien-être des élèves, et on a créé des disparités et des inégalités de traitement crasses.

Il est inquiétant de constater que le développement des infrastructures technologiques suit la même dynamique. Certains collèges sont très bien équipés et tout y fonctionne bien, alors que dans d'autres on ne parvient toujours pas à mettre en connexion les ordinateurs et les photocopieurs...

Sur le plan pédagogique, on ressent de réelles inquiétudes quant aux mesures d'aide destinées aux élèves en difficulté. Les heures de soutien ne sont pas distribuées de manière semblable dans les différentes régions. Certains cercles scolaires comptent de nombreuses classes spé-

ciales, alors que d'autres n'en ont presque pas. Les directives pédagogiques données par le canton ne semblent manifestement pas interprétées partout de la même façon.

Quel est le bilan de cette situation? Quel est le coût humain et financier de cette manière de procéder? Quelle est la cohérence du système, son efficacité, son efficacité réelle? Quels sont les risques de dérapage, d'enlisement, de coerrance? Comment empêcher que certaines questions politiques locales ne bloquent des projets importants pour l'école?

Neuchâtel est un tout petit canton. Parmi les responsables de l'école, tout le monde se connaît, ou presque. Mais un fossé s'est creusé entre les autorités cantonales (le SEO en particulier) et la vie quotidienne des enseignant-es. Une certaine méfiance est palpable, et se fait fortement sentir lorsque l'on aborde des thèmes comme

les devoirs scolaires, l'évaluation des élèves ou le dossier des classes spéciales.

Nous venons d'entamer une nouvelle législature. Les cartes politiques ont été rebattues au Grand Conseil. Une nouvelle cheffe a pris ses fonctions au Château. Et si l'on brisait certains tabous? Si l'on osait parler ensemble des sujets qui fâchent? Si l'on restaurait un vrai sentiment d'appartenance et de solidarité dans notre petit monde scolaire? Un sacré défi, certes, mais qui en vaudrait mille fois la peine!

Pierre-Alain Porret, président du SAEN

La menace des parents

Le comité cantonal assiste avec désarroi à une recrudescence d'interventions virulentes de parents d'élèves dans les classes de degrés primaires. Plusieurs collègues, malmené-es se retrouvent en première ligne d'un combat inéquitable.

Un phénomène inquiétant

Depuis quelques années, nous constatons une augmentation des intrusions négatives de parents d'élèves: messages à toute heure, tous les jours; interventions inappropriées sur les messageries de groupe; demandes appuyées de remédiation; jugements; plaintes sous différentes formes (parfois pénales). Ce phénomène est inquiétant. Notre école, qui se veut inclusive, accueille au sein d'une même classe des profils très différents les uns des autres, craquèle sous la pression des parents et se laisse morceler. Pourquoi en est-elle arrivée là?

La pédagogie de garçon de café

Philippe Meirieu, chercheur et spécialiste de la pédagogie et des sciences de l'éducation, a tenté une explication¹: «Nous vivons pour la première fois dans une société où l'immense majorité des enfants qui viennent au monde sont des enfants désirés. Cela entraîne un changement radical: jadis, la famille "faisait des enfants", aujourd'hui, c'est l'enfant qui "fait la famille". En venant combler

notre désir, l'enfant a changé de statut et est devenu notre maître: nous ne pouvons rien lui refuser, au risque de devenir de "mauvais parents".».

Philippe Meirieu a été frappé par la complexité du métier d'enseignant-e: comment contenir une classe qui s'apparente parfois fortement à une cocotte-minute?

«Dans l'ensemble, les élèves ne sont pas violents, ni agressifs, mais ils ne tiennent pas en place. L'enseignant doit passer son temps à tenter de construire ou de rétablir un cadre structurant. Il est souvent acculé à pratiquer une "pédagogie de garçon de café", courant de l'un à l'autre pour répéter individuellement une consigne pourtant donnée collectivement, calmant les uns, remettant les autres au travail. Il est vampirisé par une demande permanente d'interlocution individualisée. Il s'épuise à faire baisser la tension pour obtenir l'attention.»

Remettre l'école au milieu du village

L'école est devenue un service, un espace où certains parents pensent être en droit d'exiger que l'enseignement

soit distillé selon leurs critères et leurs appréciations. Et on ne vous parle pas des médisances, des rumeurs de mauvais traitement, des accusations de sévérité, du dénigrement auprès des autres parents, de la menace de procédure avec un-e avocat-e, etc.

Il est temps de remettre l'école au milieu du village! Le travail d'un-e enseignant-e, c'est de donner aux élèves les outils nécessaires à l'apprentissage de l'autonomie et de la responsabilité, en faisant face à une vingtaine d'individualités. Maman et papa ont parfois tendance à l'oublier, préférant presser le maître ou la maîtresse de demandes saugrenues: «Est-il possible que Kevin refasse cette évaluation? Il n'avait pas répété car il avait oublié de la noter dans son agenda...». «Pouvez-vous enlever cette note à Marie? Elle n'était pas dans son assiette le jour du travail écrit...».

Et la direction dans tout ça?

Le phénomène est tel que les enseignant-es, même les plus aguerris-es, ont peur et se sentent menacé-es. Un seul

faux pas, une seule demande non exaucée et c'est l'ouverture de la brèche, l'engrenage.

Il faut alors pouvoir s'appuyer sur les directions, qui peinent parfois à montrer les dents, à défendre leurs employé-es, craignant certainement de leur côté ces parents omnipotents et très remontés.

Chacun son rôle pourtant: la direction doit énoncer clairement ce qu'elle attend de l'enseignant-e (dans le cadre de référence), le-la faire se remettre en question si nécessaire, afin que celui ou celle-ci puisse être assuré-e de son soutien inconditionnel en cas de conflit avec les parents. Sans cet appui essentiel, chacun-e de nous peut à tout moment être menacé-e, malmené-e et conduit-e vers la sortie. C'est inacceptable, impensable.

Et ça ne devrait pas arriver.

¹ Entretien de Ph. Meirieu, *Le Monde*, septembre 2011.

Myriam Fachinetti